

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/STR/N/1/PER

25 juillet 1995

(95-2146)

Original: espagnol

COMMERCE D'ETAT

Notification au titre de l'article XVII:4 a) du GATT de 1994
et du paragraphe 1 du Mémorandum d'accord
sur l'interprétation de l'article XVII

PEROU

La Mission permanente du Pérou a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 3 juillet 1995.

La Mission permanente du Pérou auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organismes internationaux ayant leur siège à Genève présente ses compliments au Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et a l'honneur de se référer au paragraphe 4 a) de l'article XVII du GATT de 1994 et au paragraphe 1 du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994 sur le commerce d'Etat.

La Mission permanente du Pérou souhaite préciser à ce sujet que, conformément aux dispositions juridiques en vigueur au Pérou, tous les types d'exclusivité, de limitation et autres restrictions ou pratiques monopolistiques dans la production et la commercialisation des marchandises et des services ont été supprimés. Cette mesure a été prise conformément au Décret législatif 668, qui a été notifié au GATT le 24 mai 1993 (document L/7161/Add.5).

La seule mesure encore maintenue est celle qui est appliquée au nitrate d'ammonium et aux éléments nécessaires à sa fabrication, produits pour l'importation desquels le Pérou accorde des privilèges spéciaux à l'entreprise d'Etat Fertilizantes Sintéticos S.A. (FERTISA). Ces privilèges sont accordés pour des raisons de sécurité interne et sont donc pleinement justifiés en vertu de l'article XXI de l'Accord général et, en principe, ne doivent pas être notifiés au titre de l'article XVII. C'est uniquement par souci de transparence que le Pérou communique la présente notification ainsi que des informations sur les entreprises ayant déjà fait l'objet d'une notification au titre de l'article XVII, mais qui ont été privatisées depuis lors ou qui n'ont aucun droit de commercialisation exclusif.

NOTIFICATION AU TITRE DU PARAGRAPHE 4 a) DE L'ARTICLE XVII
DU GATT DE 1994 ET AU PARAGRAPHE 1 DU MEMORANDUM
D'ACCORD SUR L'INTERPRETATION DE L'ARTICLE XVII
SUR LE COMMERCE D'ETAT

Au Pérou, ont été éliminés et interdits tous les types d'exclusivité, de limitation et autres restrictions ou pratiques monopolistiques au niveau des activités de production et de commercialisation des marchandises et des services de toutes catégories, notamment celles menées par les organismes relevant du gouvernement central, les entités publiques, les entreprises et tout autre organisme d'Etat. En outre, un processus de privatisation des entreprises d'Etat a été engagé, favorisant le libre accès des agents économiques au marché. La seule exception, pour des raisons de *sécurité nationale*, concerne l'entreprise Fertilizantes Sintéticos S.A. (FERTISA S.A.), qui bénéficie de privilèges spéciaux pour la commercialisation du nitrate d'ammonium et des éléments nécessaires à sa fabrication.

Par souci de *transparence*, le présent document expose de façon générale la situation de FERTISA S.A., dont les privilèges spéciaux sont considérés comme des exceptions au sens de l'article XXI de l'Accord général. En outre, il cite brièvement d'autres entreprises qui ont, antérieurement, fait l'objet d'une notification au titre de l'article XVII de l'Accord général, mais qui ont été privatisées depuis lors, ou qui n'ont plus de droits de commercialisation exclusifs.

I. Restrictions à la libre importation et à la libre commercialisation du nitrate d'ammonium

Le Décret-loi 25643, publié en juillet 1992, interdit la libre importation et la libre commercialisation du nitrate d'ammonium et des éléments qui servent à sa fabrication, quelles que soient leurs formules, leurs présentations ou leurs appellations. Toutefois, l'entreprise d'Etat Fertilizantes Sintéticos S.A. bénéficie de privilèges spéciaux pour l'importation de ces produits.

En vertu du Décret-loi 25942, publié en décembre 1992, les privilèges spéciaux de l'entreprise Fertilizantes Sintéticos S.A. sont rigoureusement limités. Les entreprises minières d'une capacité installée supérieure à 1 000 tonnes métriques de minerai par jour sont autorisées à importer les produits susmentionnés en quantité suffisante pour couvrir les besoins de leurs programmes de production annuels approuvés. Ces entreprises doivent obtenir au préalable l'autorisation nécessaire, conformément à la législation en matière de sécurité.

Produits dont l'importation est interdite: Nitrate d'ammonium

Éléments utilisés pour sa fabrication:

Nitrate d'ammonium agricole;
Nitrate d'ammonium technique;
Nitrate d'ammonium de type ANFO;
Acide nitrique concentré ou dilué;
Ammoniac anhydre;
Solution ammoniacale.

L'imposition de restrictions à la libre importation du nitrate d'ammonium et l'octroi de privilèges spéciaux à FERTISA S.A. pour la commercialisation de ce produit sont des mesures qui ont été prises pour des raisons de sécurité interne. Ces mesures sont indispensables pour la lutte contre le terrorisme à laquelle se livre le Pérou. L'importation et la commercialisation des matières explosives ou des produits chimiques ayant des propriétés explosives sont donc soumises à un contrôle rigoureux.

II. Renseignements supplémentaires

Le gouvernement péruvien applique actuellement un ambitieux programme de privatisation des entreprises d'Etat. De nombreuses entreprises ont été vendues ou sont en cours de privatisation. Parmi celles qui ont fait l'objet, par le passé, d'une notification au titre de l'article XVII, on peut noter que Minero Perú Comercial a été vendue à l'entreprise brésilienne Ingá, qui appartient au groupe KIBO. Empresa Comercial del Arroz ECASA a transféré ses entrepôts, qui constituent son principal actif. Petróleos del Perú (PETROPERU) a vendu aux enchères son réseau de postes d'essence dans le cadre de son plan de privatisation. Pesca Perú S.A., entreprise de production et de transformation de farine et d'huile de poisson, a vendu séparément ses usines de transformation de Chicama, Chimbote Centro, Mollendo, La Planchada et Atico, et 80 pour cent de sa flotte de pêche. L'entreprise de production d'acier, SIDERPERU, est en cours de privatisation.

En ce qui concerne la commercialisation des aliments de base de consommation courante, le Décret suprême 66-91-EF a supprimé le droit d'exclusivité dont bénéficiait l'entreprise Empresa Nacional de Comercialización de Insumos (ENCI S.A.) pour la commercialisation des produits alimentaires. Actuellement, ENCI S.A. commercialise des produits alimentaires, mais sans bénéficier d'aucun droit d'exclusivité ou de monopole, et elle est soumise au régime de concurrence du secteur privé.